



La démocratie n'est pas une invention humaine, selon une éthologue *Page B 6*

Jean-Robert Sansfaçon sur les révélations au sujet de SNC-Lavalin *Page B 4*

Michel David se penche sur le conflit étudiant et les libéraux *Page B 3*

PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 5 ET DIMANCHE 6 MAI 2012

EN PLEINE CRISE DE LA ZONE EURO

Ce qui attend le nouveau président

Peu importe l'élu, la réalité économique aura vite fait de le rattraper

CHRISTIAN RIOUX
Correspondant à Paris

«**N**ous n'aurons qu'une nuit d'État de grâce.» La phrase est attribuée à Michel Sapin, l'ancien ministre socialiste de l'Économie de Pierre Bérégovoy. Bras droit du candidat socialiste François Hollande et ami personnel depuis leur passage à l'ENA en 1977, cet homme sobre et réservé fait partie des candidats les plus sérieux pour diriger Bercy, le prestigieux, emblématique et éléphantique ministère de l'Économie dont l'architecture futuriste domine la Seine. Et pour cause, Michel Sapin avait fait ses premières armes dans ce fauteuil à l'époque où, en 1992, il avait combattu les attaques spéculatives contre le franc juste avant le passage à la monnaie unique.

Dès le 7 mai, si François Hollande est élu, comme l'annoncent tous les sondages, Michel Sapin n'aura pas trop de cette expérience pour affronter la tâche qui se dressera devant le nouveau ministre de l'Économie. Car, quel que soit le gagnant du scrutin de dimanche, la réalité qui attend le nouvel élu aura vite fait de le rattraper. Peu importe que Hollande ou Sarkozy soit élu, c'est 180 milliards d'euros que le pays devra trouver sur les marchés d'ici l'an prochain pour financer une dette qui frise les 90% du PIB.

La France sous surveillance

Les lendemains du 6 mai ne seront pas roses. C'est une des seules certitudes de cette élection. D'autant plus que certaines entreprises auraient reporté des mises à pied depuis plusieurs semaines pour cause de campagne électorale. On sait aussi que, depuis la perte de son triple A, la France est sous surveillance des principales agences de notation. Nicolas Sarkozy n'a d'ailleurs cessé d'annoncer une situation comparable à celles de la Grèce et de l'Espagne en cas d'élection des socialistes. Nous ne sommes cependant plus en 1981, alors que François Mitterrand arrivait au pouvoir avec un programme négocié avec le Parti communiste. La nomination à Matignon de Lionel Jospin en 1997 n'avait pas créé le moindre soubresaut à la Bourse. Il faut dire qu'à l'époque, la croissance était au rendez-vous.



Le président français, qui sera élu demain, devra s'attaquer en priorité à l'économie.

Même si la France est sous surveillance des agences de notation, à moins d'un imprévu, à Paris, on s'attend à ce que celles-ci patientent jusqu'au premier budget du nouveau gouvernement, à l'automne, pour réagir. François Hollande a affirmé que, dès son élection, il demanderait un audit des finances publiques à la Cour des comptes (le vérificateur général), ce qui pourrait réserver des surprises, a-t-il même laissé entendre. On s'attend d'ailleurs à ce que ce rapport, qui sera réalisé par le socialiste Didier Migaud, qui préside la Cour des comptes, fournisse aussi de nombreuses propositions de remise à niveau des finances publiques.

Parmi les socialistes qui pourraient jouer un rôle crucial dans les prochaines semaines, à la fois pour calmer les marchés financiers, mais aussi pour convaincre l'Europe de relancer la croissance, on trouve Jean-Pierre Jouyet, aujourd'hui à la tête de l'Autorité des marchés financiers et qui est un ami personnel de François Hollande. De Jouyet à Pascal Lamy (président de l'OMC), en passant

par Emmanuel Macron (banquier chez Rothschild), la gauche ne manque pas de compétences dans ce domaine.

En 2007, nous avons interviewé l'économiste Nicolas Baverz, qui soutenait alors le programme économique de Nicolas Sarkozy. Cinq ans plus tard, son jugement est sévère. Il estime que ce mandat «qui avait donné l'espoir d'une refondation du modèle français» n'aura finalement été qu'«une occasion manquée». Mais, si «Nicolas Sarkozy a échoué à s'affirmer comme l'homme de la nation», écrit l'économiste, François Hollande «risque de ne gagner l'élection que pour perdre le pouvoir très rapidement face aux marchés financiers».

Si les deux candidats ont proposé l'équilibre budgétaire (en 2016 pour Nicolas Sarkozy et en 2017 pour François Hollande), les zones d'ombre restent en effet nombreuses dans leur programme respectif. L'institut Montaigne, un think tank libéral, a chiffré les programmes des deux candidats. Selon les experts, tous deux ont légèrement sous-estimé le coût de leurs propositions. A ce titre, c'est

Nicolas Sarkozy qui obtient la plus mauvaise note puisqu'il aurait sous-estimé les siennes de 15 milliards d'euros alors que celles de François Hollande le seraient de 10 milliards.

La réforme fiscale

Alors que Nicolas Sarkozy prévoit une plus grande réduction des dépenses, François Hollande mise un peu plus que son adversaire sur les augmentations d'impôt, notamment sur les plus hauts revenus. L'un des éléments clés du programme socialiste est une vaste réforme fiscale qui fusionnera notamment l'impôt sur le revenu et la contribution sociale généralisée (CSG), un impôt séparé qui sert à financer les dépenses sociales. La plupart des économistes s'entendent pour dire que le régime fiscal français est un fouillis dans lequel on a accumulé mesure sur mesure, si bien que personne ne s'y retrouve plus.

Le candidat socialiste s'inspire en partie des propositions de l'économiste Thomas Piketty, partisan

VOIR PAGE B 3 : PRÉSIDENT

Les programmes s'affrontent

Europe

Hollande: Renégociation du traité européen pour y inclure un volet sur la croissance. Réciprocité des échanges commerciaux.
Sarkozy: Réciprocité des échanges commerciaux. Révision des accords de Schengen pour limiter l'immigration illégale, sinon la France suspend sa participation.

Dettes

Hollande: Retour à l'équilibre en 2017.
Sarkozy: Retour à l'équilibre en 2016.

Fiscalité

Hollande: Vaste réforme fiscale fusionnant l'impôt sur le revenu et la contribution à la sécurité sociale. Nouvelle tranche à 45% au-dessus de 150 000€. Taxation à 75% des revenus au-delà d'un million d'euros.
Sarkozy: Mesure de taxation des exilés fiscaux. Impôt sur le bénéfice mondial des grandes sociétés. Augmentation de la TVA.

Réforme de l'État

Hollande: Indépendance du parquet. Fin de l'immunité du président. Décentralisation. Non-cumul des mandats.

Sécurité

Hollande: Création de zones de sécurité prioritaires. Création de 1000 postes dans la police et la justice. Police de proximité.
Sarkozy: Code pénal pour les mineurs. Punition des internautes surfant sur les sites incitant au terrorisme.

Immigration

Hollande: Droit de vote pour les étrangers aux élections municipales. Réduction de l'immigration liée à l'emploi. Facilitation de l'entrée au pays des étudiants étrangers.
Sarkozy: Réduction de moitié de l'immigration légale. Référendum pour faciliter l'expulsion des illégaux.

Éducation

Hollande: Création de 60 000 postes en cinq ans. Allègement de la journée et allongement de l'année scolaire. Enseignement collégial axé sur les connaissances. Rétablissement de certains cours d'histoire supprimés au lycée.
Sarkozy: Réforme du baccalauréat avec moins d'options et plus de contrôle continu. Augmentation du salaire des enseignants en échange d'une plus grande présence.

Emploi

Hollande: Création de 150 000 emplois pour jeunes financés par l'État.
Sarkozy: Sept heures par semaine de travail obligatoire pour les assistés sociaux. Formation professionnelle pour les chômeurs en échange de l'obligation d'accepter un emploi.

HOCKEY

Un pas vers la «fenêtre d'occasion»

JEAN DION

Lors de sa rencontre de presse qui a duré près d'une heure, mercredi, le nouveau directeur général du Canadien de Montréal n'a pas prononcé une seule fois le mot «reconstruction». Bien que le CH ait terminé dans la cave de l'Est en 2011-2012, Marc Bergevin estime disposer d'une bonne base pour, selon les mots de Geoff Molson, «créer une culture gagnante» au sein de l'organisation. «Nous avons un bon noyau de joueurs. Nous ne repartons pas à zéro», a-t-il dit.

La personnalité affable de Bergevin incitera peut-être les partisans de la Flanelle, aussi prompts à la critique impitoyable quand les choses ne vont pas à leur goût que déraisonnablement enthousiastes dès que le moindre succès s'annonce, à se montrer plus patients qu'ils ne le font d'ordinaire, mais l'homme a dit ne pas s'être fixé d'échéancier pour la relance de l'équipe. Il y a d'évidence, quand un club des-



Geoff Molson (à droite) était fier de présenter le nouveau directeur général, Marc Bergevin.

cent aussi bas, un boulot colossal à abattre avant que les beaux jours ne reviennent.

Et pourtant. N'est-ce pas il y a deux ans à peine que le Canadien atteignait la demi-finale, que la ville ne se pouvait totalement plus avec des petits drapeaux partout et que tout le

monde planifiait sa journée et sa chaise pliante en vue du défilé de la Coupe Stanley angle Peel et Sainte-Catherine? S'il est possible de sombrer aussi vite, ne peut-on pas avoir foi en une rapide remontée à la surface? Les exemples de résurgence instantanée et improbable ne cou-

rent pas nécessairement les rues, mais on peut en trouver si on cherche un peu: en 2007, les Flyers de Philadelphie concluaient une saison de misère avec 56 points; l'année suivante, ils grimpaient à 95 et se rendaient jusqu'au troisième tour de séries. Et pas plus tard qu'il y a quelques jours, les Sénateurs d'Ottawa, auxquels tous les experts promettaient les soubassements du classement général, n'étaient éliminés que par la plus faible des marges dans un septième match face aux puissants Rangers de New York, champions de l'Est en saison régulière. Dans le cas des Blues de St. Louis, il a fallu un simple changement d'entraîneur en cours de campagne pour redresser complètement la barque.

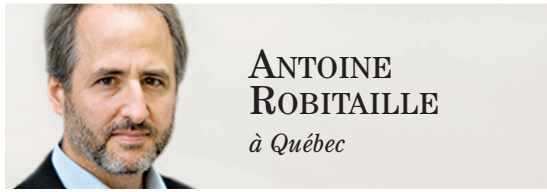
À l'ère de l'autonomie des joueurs, et à l'heure de la proverbiale parité dans la «nouvelle» Ligue nationale, des changements de

VOIR PAGE B 2 : FENÊTRE

PERSPECTIVES

DES IDÉES EN L'ÈRE

Le retour du lyrisme



ANTOINE ROBITAILLE
à Québec

Des drapeaux rouges, un porte-parole étudiant, Gabriel Nadeau-Dubois, qui revendique la gratuité scolaire et en appelle à la « contestation beaucoup plus large, beaucoup plus profonde, beaucoup plus radicale » de la société actuelle; des manifestations continues, dont une, rigolote, où les participants ont marché dénudés; le retour de termes comme « lutte des classes »... L'actuelle crise étudiante a des éléments néo-hippys incontestables. On se croirait parfois replongés dans les années 1960, l'ère de la « génération lyrique », pour reprendre le titre de l'essai classique de François Ricard. Sur les médias sociaux, une vidéo YouTube sur le Mai 68 parisien circule, « en guise d'inspiration », explique-t-on.

Le sociologue Stéphane Kelly a déjà expliqué que l'imaginaire des lyriques « est fondé sur une foi quasi aveugle dans le potentiel de l'avenir. C'est un regard progressiste sur le monde, qui retient du passé les grandes réalisations humaines et qui envisage le futur avec un enthousiasme contagieux ».

En 2005, Kelly s'était penché sur la mobilisation étudiante qui avait saisi le système scolaire cette année-là. « Contrairement à ce qui a été souvent dit dans les médias, les manifestations étudiantes étaient loin de l'esprit des années 1960 », concluait-il. À ses yeux, 2005 marquait même « la fin de l'âge lyrique au Québec ». Explications: les grévistes de l'époque avaient intériorisé le pessimisme de la génération X, notamment parce que « des choix collectifs mal avisés ont été faits dans les années 1960 et 1970 ». Leurs demandes consistaient non pas à réclamer un changement radical, mais à « conserver un acquis social juste », c'est-à-dire 103 millions en bourses que le gouvernement Charest voulait convertir en prêts: « Si l'objectif du mouvement étudiant avait été d'obtenir la gratuité scolaire, aucune association étudiante n'aurait obtenu un mandat de grève générale illimitée », faisait remarquer Kelly à l'époque.

◆ ◆ ◆

En 2012, pourtant, la gratuité, c'est précisément ce que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui représente la majorité des étudiants en grève, a présenté dans sa contre-offre au gouvernement. Une question s'impose donc: en 2005, Stéphane Kelly aurait-il rédigé trop tôt la notice nécrologique de l'âge lyrique?

Peut-être bien. François Ricard lui-même, en interview au *Devoir* en 2002, reprenant un terme de l'écrivain Philippe Muray, observait une « généralisation lyrique » à l'œuvre. « Cet esprit hypermoderne, que j'ai essayé de décrire dans mon livre en l'attribuant à une génération en particulier, affirmait Ricard, je serais porté à dire qu'il triomphe de façon générale dans la société d'aujourd'hui, dans la culture, dans les comportements politiques, dans la morale familiale. » La présence d'un certain néolyrisme n'étonne donc pas aujourd'hui.

Ce néolyrisme est aussi présent par le retour d'un radicalisme de gauche. C'est essentiellement le résultat du poids plus grand qu'a pris la CLASSE, en 2012, dans la dynamique entre les associations. En 2005, il y avait bien l'ASSE, (élargie en CASSEE, le « C » étant pour Coalition, le dernier E pour élargie) et dont la CLASSE est issue (CL étant pour Coalition large); mais son poids face à la FEUQ était moins important qu'aujourd'hui. Depuis la fin du conflit en 2005, la FEUQ a perdu plusieurs associations étudiantes importantes provenant de trois universités: McGill, Laval et Sherbrooke.

◆ ◆ ◆

En 2005, la CASSEE avait au final été écartée des négociations avec le gouvernement. Lorsqu'un règlement est intervenu entre les parties, plusieurs de ses membres avaient exprimé leur colère. Le président de la FEUQ de l'époque, Pier-André Bouchard-St-Amand, avait été carrément agressé « par un groupe d'étudiants membres de la CASSEE », selon le communiqué d'avril 2005 de 15 associations étudiantes qui avaient dénoncé ce geste « disgracieux et puénil ».

Alors qu'hier s'est opéré un rapprochement des parties — parmi lesquelles la CLASSE — dans cette crise étudiante qui n'en finit plus, il faut se rappeler que lyrisme et radicalisme ne font pas bon ménage avec la négociation. Dans un texte en 2005, l'historien Eric Bédard notait que l'ASSE rappelle plusieurs des caractéristiques idéologiques de l'ANEEQ (Association nationale des étudiantes et des étudiants du Québec), organisation qui a marqué l'histoire du mouvement étudiant de 1975 à 1994. « Dans les deux cas, note Bédard, on retrouve le même esprit de contestation globale, la même rhétorique anticapitaliste, la même méfiance des autorités instituées. Pour l'ANEEQ, « dialoguer avec le pouvoir, c'était « se faire fuir », jouer le jeu des autorités. » C'est essentiellement la position qu'ont exprimée les actuels membres du comité de négociation de la CLASSE lorsqu'ils ont été élus en février: il ne s'agissait pas de négocier, mais « d'exiger » des choses du gouvernement. Dans un compte rendu du congrès de la CLASSE du 4 avril, on peut lire: « Si nous persistons dans notre détermination à poursuivre la grève, rien ne pourra nous arrêter. Nous obtiendrons le gel des frais de scolarité au niveau de 2007 [...] Bref, nous vaincrons! »

Certes, dans la crise que nous traversons, l'intransigeance du gouvernement n'a pas aidé. Mais le retour d'un certain lyrisme non plus.

arobitaille@ledevoir.com



Les femmes autochtones ont un refuge à Montréal.

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Une double discrimination

Les itinérants autochtones exposés pourraient perdre leur seul refuge de nuit à Montréal

Tous les intervenants dans le domaine s'entendent pour le dire: l'itinérance explose à Montréal. Au milieu de cette crise, les organismes touchant l'itinérance autochtone traversent des difficultés particulières, en plus de devoir faire face à une clientèle en croissance.

CAROLINE MONTPETIT

À partir du 30 juin prochain, Projets autochtones du Québec, le seul refuge de nuit pour autochtones de Montréal, est menacé de fermeture. Depuis deux ans, le groupe qui tente de le déménager se bute de tous bords tous côtés aux refus, soit des propriétaires d'immeubles, soit des arrondissements concernés, d'abriter cette clientèle.

Ce syndrome « pas dans ma cour » n'est pas sans rappeler celui qui est survenu autour de la localisation d'un centre d'hébergement pour autochtones venus du Nord et nécessitant des soins de santé au Sud, dans le quartier Villeray, à Montréal. Population en croissance, les itinérants autochtones de Montréal font en fait face à une double discrimination, d'une part parce qu'ils sont autochtones et d'autre part parce qu'ils sont itinérants.

Au Centre d'amitié autochtone de Montréal, à l'angle du boulevard Saint-Laurent et de la rue Ontario, où l'on offre des services de centre de jour à la clientèle autochtone itinérante, Alan Harrington constate en effet une discrimination persistante envers les autochtones dans le logement et dans l'emploi. « Lorsque quelqu'un fait une démarche pour louer un appartement, le propriétaire peut demander d'où vient cette personne. Si elle dit « Mistissini » par exemple, le propriétaire peut penser: « C'est un autochtone, il va faire la party ou briser des vitres », et répondre: « Je vais vous revenir » sans jamais rappeler la personne. »

En matière d'emploi, plusieurs autochtones sont aussi pénalisés parce qu'ils n'ont pas le

français comme langue maternelle, selon M. Harrington. « S'il y avait moins de discrimination dans le logement et l'emploi, il y aurait moins d'itinérance », croit-il.

Au sujet des Inuits, groupe de plus en plus présent parmi la population itinérante autochtone de Montréal, Donat Savoie, consultant pour la société Makivik et ancien fonctionnaire qui a longtemps œuvré dans le Nord, explique. « Les Inuits âgés, disons, de 50 ans et plus, ne parlent souvent que l'Inuktitut. Ceux âgés de 20 à 50 ans sont allés dans les écoles fédérales, ils parlent donc l'anglais en plus de leur langue maternelle. Les plus jeunes peuvent désormais choisir, après la 3^e année, leur langue d'éducation entre le français et l'anglais, et plusieurs choisissent le français. En fait, plusieurs sont trilingues. »

Par ailleurs, les autochtones, et peut-être particulièrement les Inuits, aiment se tenir ensemble pour partager ce qu'ils ont, explique Donat Savoie. « Dans chaque village, dans le Nord, il y a un réfrigérateur collectif », explique-t-il. Si un chasseur chasse trois caribous, il va en vendre un à la municipalité qui va le mettre là pour les personnes qui sont dans le besoin. « Dans le Nord, on est toujours le cousin de quelqu'un », ajoute-t-il. A Montréal aussi; donc, les Inuits auront tendance à vivre ensemble, pour le meilleur et pour le pire.

M. Savoie explique surtout le récent exode des Inuits vers le Sud par le très grave surpeuplement des logements qui touche le Nunavik, avec tous les problèmes sociaux que cela engendre. « Ironiquement, le Nunavik est la région la plus surpeuplée au Canada », lance-t-il. Il n'est pas rare, au Nunavik, de voir des logements où s'entassent jusqu'à 15 personnes de trois générations sous un même toit.

Et l'on constate présentement un nouveau phénomène. Les jeunes, venus ici rejoindre le reste de leur famille, se retrouvent rapidement pris dans le cercle de la consommation de drogue et d'alcool.

« Chez eux, une bouteille de soda peut coûter jusqu'à 15 \$ », dit Alan Harrington. Lorsqu'ils arrivent ici, les gens du Nord ne sont pas habitués à ce que tout, et en particulier les drogues et l'alcool, soit si facile à se procurer. »

Selon Harrington, les Inuits ont aussi traditionnellement une personnalité plus timide, plus sensible, et leur système est peut-être plus vulnérable aux drogues et à l'alcool. « Ils sont gênés et hésitent à demander de l'aide. Ce qui fait qu'ils se débrouillent souvent comme ils le peuvent », dit-il.

Reste qu'il faudra que tous s'y fassent: les Inuits sont à Montréal pour de bon, ajoute Donat Savoie.

Et ce n'est pas la première fois que le déménagement d'un centre dédié à une clientèle itinérante pose des problèmes. Marjolaine Despars, du RAP-SIM, se souvient des remous qu'avait causés le déménagement du centre Cactus, qui distribue des seringues aux toxicomanes, ou encore celui du refuge des jeunes, l'aménagement en de nouveaux lieux s'est finalement très bien passé. « Dans le cas du refuge des jeunes, il y avait des craintes de certains résidents et de certains élus », dit-elle.

Mais en général, les organismes tentent de s'établir près de la clientèle qu'ils desservent. Ils peuvent ainsi devenir un acteur important du quartier où ils s'établissent et devenir une référence pour les résidents.

Selon M^{me} Despars, la ville de Montréal comptera bientôt un centre de répit et de dégrèvement pour la clientèle trop intoxiquée pour fréquenter les refuges ou pour les personnes qui sont non grata dans ces refuges. Ce centre devrait voir le jour d'ici la fin de l'année. Mais à ce jour, le RAPSIM a convenu avec la Ville de ne pas dévoiler le lieu de ce centre de répit et de dégrèvement, précisément pour ne pas attiser l'inquiétude des résidents des alentours.

Le Devoir

FENÊTRE

SUITE DE LA PAGE B 1

fortune soudains ne sont jamais à écarter.

Il y a des clubs qui parviennent à se maintenir presque constamment dans les hautes sphères: Detroit, Boston, New Jersey. On en retrouve d'autres pour lesquels rien ne semble y faire: les Islanders, Columbus, Atlanta/Winnipeg. Mais en situation de plafond salarial, la plupart des formations suivent des cycles, et il faut parfois accepter de toucher le fond du baril pour se donner une poussée vers le haut et profiter de la « fenêtre d'occasion » qui peut mener à un championnat et qui se referme parfois brutalement.

Cette réalité, Marc Bergevin est mieux placé que quiconque pour la connaître. Ces sept dernières années, il a occupé divers postes au sein de la direction des Blackhawks de Chicago. Pendant la première moitié de la décennie 2000, les Hawks ont été passablement médiocres malgré leur superbe chandail. Mais l'incurie de l'équipe, qui avait éloigné nombre de ses partisans avant que Rocky Wirtz ne succède à son défunt père comme propriétaire, a fini par porter fruits. Car il en va du repêchage amateur universel comme du salut des âmes dans l'Évangile selon saint Matthieu, chapitre 20, verset 16: les derniers seront les premiers, et tout ça. Or, si les Hawks ont fait une récolte ordinaire dans une classe de 2004 elle-même passablement ordinaire avec Cam Barker, ils ont en revanche visé dans le mille en 2006 avec Jo-

nathan Toews au troisième rang et en 2007 avec Patrick Kane en toute première place. La suite est bien connue: en 2010, les deux jeunes prodiges menaient leur clan à la Coupe Stanley, la première à Chicago depuis 1961, au bon vieux temps de Bobby Hull, Stan Mikita (d'ailleurs ramenés dans le giron de l'équipe par Wirtz fils), Pierre Pilote et Glenn Hall.

On peut aussi observer un scénario similaire chez les Penguins de Pittsburgh. Certes, les Pens ont été vernis en 2005 lorsqu'ils ont pu mettre la main sur Sidney Crosby — après le lockout, l'ordre de sélection était déterminé strictement au hasard —, mais ils avaient déjà suffisamment souffert pour pouvoir mettre le grappin sur Marc-André Fleury (1^{er} en 2003), Evgeni Malkin (2^e en 2004), et ils souffriraient encore assez pour s'approprier Jordan Staal au deuxième rang en 2006. Avec un tel noyau, la coupe prendra le chemin de l'ouest de la Pennsylvanie dès 2009.

Les Oilers d'Edmonton, eux, sont en attente de jugement. Ces deux dernières années, ils ont eu le tout premier choix à l'encan, et ils ont acquis Taylor Hall et Ryan Nugent-Hopkins. Par les bienfaits de la loterie, ils parleront encore avant tous les autres le 22 juin à Pittsburgh et devraient sélectionner Nail Yakupov, le meilleur espoir junior. Ils sont encore bien jeunes, mais s'ils ne figurent pas parmi les principaux prétendants à la Coupe Stanley d'ici quatre ou cinq ans — quand ils seront dans leur « fenêtre » —, les Oilers devront dresser un constat d'échec.

Dans la capitale mondiale du hockey, le Canadien ne peut évidemment s'offrir le luxe de croupir très longtemps. Le Centre Bell a l'habi-

tude d'être bondé, mais ses gradins se sont faits de plus en plus clairsemés à mesure que la saison progressait pour s'achever en queue de poisson. La ferveur et l'allégresse des croyants sont immenses, mais elles ne sont pas infinies. Il n'y a qu'à retourner une quinzaine d'années en arrière pour voir que le soutien n'est pas inconditionnel quand on traverse le désert.

Marc Bergevin a déclaré qu'il adorait travailler en équipe, qu'il consultera beaucoup, mais qu'au bout du compte, les décisions prises seront les siennes. Parmi celles-ci, on retrouvera au premier plan la nomination d'un nouvel entraîneur-chef et le précieux troisième choix au prochain repêchage. Pour le Canadien, il s'agit de la position la plus élevée depuis le triste épisode de 1980 alors que, personne à Montréal ne l'a oublié, il détenait la première place et avait opté pour Doug Wickenheiser même si des gars comme Denis Savard, Larry Murphy et Paul Coffey étaient disponibles. Plus on sélectionne haut, moins les risques de se tromper sont élevés, mais plus l'erreur est coûteuse. Et remarquée. Et discutée. Et on a affaire à un jeune homme de 18 ans qui devra poursuivre sa progression sous une pression épouvantable. Certains la chérissent. D'autres en suffoquent.

L'arrivée du nouveau d.g. marque un changement de ton et d'atmosphère. Reste à voir combien de temps il faudra pour ramener cette « culture gagnante » au sein d'une organisation au passé lointain illustre mais qui a plus récemment peiné à se donner une identité. Les prochains mois ne devraient pas manquer de piquant.

Le Devoir

PERSPECTIVES

À la recherche de son identité

Le Parti libéral du Canada est coincé entre une droite décomplexée et une gauche assumée

Cette semaine, le Parti libéral du Canada a ouvert ses portes aux partisans, sorte de militants «light» qui pourront participer, eux aussi, au choix du futur chef. Objectif? Décloisonner un parti longtemps considéré comme un club privé et qui trouve de moins en moins sa place sur un échiquier politique canadien plus que jamais polarisé entre gauche et droite.

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Depuis mercredi, quiconque se sent un tant soit peu interpellé par une ou plusieurs idées émises par le Parti libéral du Canada (PLC) peut adhérer à la formation à titre de «partisan». Contrairement à un militant à part entière qui doit payer sa carte de membre, le partisan n'a rien à déboursier. Il doit seulement fournir son adresse courriel et, si possible, faire connaître au parti les thèmes qui le branchent: environnement, défense nationale, fiscalité, etc. Les partisans ne pourront pas participer à la sélection du candidat libéral de leur circonscription, mais ils pourront voter lors de la prochaine course au leadership. Le PLC espère ainsi mieux connaître les gens susceptibles de voter pour eux. Il espère surtout obtenir de ces gens leur son de cloche et ainsi s'en inspirer dans l'élaboration de ses prises de position.

«Les Canadiens recherchent l'authenticité», explique en entrevue au *Devoir* le nouveau président du Parti libéral, Mike Crawley. *Peut-être que c'est ça, la force de Stephen Harper. S'ils croient que vous croyez en ce que vous défendez, ils seront plus enclins à vous appuyer.*

Le but poursuivi avec les partisans, explique M. Crawley, est de se connecter aux gens. «La force du Parti réformiste dans les années 1990, c'était qu'il allait dans les cafés et les églises et permettait aux gens de se rencontrer et de discuter. [...] L'idée derrière les partisans est exactement cela: créer une relation. On ne demande plus aux gens de devenir un membre juste pour assister à une rencontre, élire des représentants, applaudir un chef ou faire du bruit. On le leur demande pour connaître leurs idées et s'en inspirer. Ce que nous faisons est un peu la version moderne de ce que Preston Manning a fait avec le Parti réformiste il y a 10 ou 15 ans, mais sur la base de valeurs différentes.»

Le PLC se cherche une pertinence dans un contexte politique radicalement restructuré. Il a flirté avec la seconde place dans les intentions de vote tout l'automne, tandis que le Nouveau Parti démocratique se cherchait un nouveau chef, mais Thomas Mulcair maintenant élu et bien en selle, le PLC est retourné dans la cave des sondages. Trois coups de sonde différents au mois d'avril ont placé la formation de Bob Rae en troisième place, avec des appuis variant de 19 à 23% selon la maison.

Gauche, droite

La scène politique canadienne a changé depuis quelques années. Elle est écartelée entre une droite décomplexée et une gauche assumée, incarnées respectivement par le Parti conservateur et le Nouveau Parti démocratique. Le politologue Jean-Herman Guay, de l'Université de Sherbrooke, affirme que cette situation n'est pas propre au Canada. «Partout on voit cette polarisation croissante», affirme-t-il.

Il attribue celle-ci en grande partie à la crise économique de 2008, qui a entraîné dans plusieurs pays occidentaux une augmentation subite et vertigineuse des dépenses publiques et des déficits qui s'ensuivent, déficits auxquels les citoyens sont devenus allergiques depuis les années 1990. D'où le retour de balancier brutal, avec compressions de toutes sortes. De même, l'écart entre riches et pauvres s'est accru à bien des endroits. «Les atouts de base sont donc en place pour voir renaître cette polarisation traditionnelle», explique M. Guay.

Selon Jean-Herman Guay, la personnalité de Stephen Harper, et le ton qu'elle a imprégné à sa formation, est aussi pour beaucoup dans cette polarisation croissante de la scène politique fédérale. «Ils ont réalisé que d'avoir un propos plus net, plus campé, pouvait être électoralement rentable. Et à ce moment-là, les adversaires ne peuvent plus être centristes. Alors, on voit au Canada s'affaïsser le centre. On a tous déjà vécu cela lorsqu'on est en discussion avec quelqu'un qui affirme durement ses propos; on est presque obligés d'affirmer très durement notre propos pour faire contrepoids. La logique argu-



Bob Rae a fort à faire pour remettre le PLC sur pied.

CHRIS WATTIE REUTERS

mentaire mène l'un et l'autre à se polariser.»

C'est justement là-dessus que table le NPD. «Nous n'avons pas une approche de la division, mais la division de Stephen Harper, effectivement, nous a profité depuis un certain temps», explique un stratège néodémocrate qui ne veut pas être nommé. Elle a permis d'offrir un choix clair aux électeurs. La polarisation à long terme a des effets négatifs, donc on ne veut pas l'accroître, mais elle nous permet d'avoir le dessus sur le Parti libéral.»

Ce stratège explique que l'objectif est maintenant d'attirer au NPD les électeurs libéraux restants. Personne, dit-il, ne peut croire que le Parti libéral du Canada et ses maigres 35 députés seront en position de former le prochain gouvernement en 2015. «Est-ce que les électeurs libéraux peuvent se permettre d'attendre encore quatre ou cinq ans avec Stephen Harper au pouvoir? Non. Et la porte qui est ouverte en ce moment, c'est la porte orange.»

C'est d'ailleurs le message qu'a livré Thomas Mulcair dans son discours mercredi, soulignant le premier anniversaire de l'élection du 2 mai. «Nous tendrons la main aux Canadiens progressistes d'un océan à l'autre. Un producteur de blé de Melfort, en Saskatchewan, et un pêcheur à Gaspé ont plus en commun avec l'autre qu'avec le gouvernement actuel. Nous unirons les progressistes de tous les horizons sous la bannière du NPD.»

Socialiste, mais novateur

Samedi dernier, un sondage de la firme Nanos a fait état des mots avec lesquels les électeurs décrieraient les principaux partis politiques fédéraux s'ils pouvaient n'en choisir qu'un seul. Le NPD s'en est tiré avec le plus grand nombre de qualificatifs positifs: «bienveillant», «nouveau», «novateur», «digne de confiance».

«À part 15% de l'électorat qui est vraiment à gauche et 15% qui est vraiment à droite, les élec-

teurs sont plutôt au centre, et ils n'hésitent pas à passer d'un parti à l'autre pour autant que tu sois compétent», ajoute le stratège néodémocrate. Notre objectif est donc de projeter une image de compétence, d'une opposition sérieuse, structurée, forte. C'est pour cela qu'on ne nous entendra pas demander la démission du premier ministre tous les trois jours.» Une allusion à peine voilée à Bob Rae, qui a demandé celle de Stephen Harper le mois dernier en lien avec l'imbrroglio des F-35.

Le Parti conservateur prend acte de cette dynamique. Depuis une dizaine de jours, la formation envoie aux journalistes un communiqué de presse — différent chaque fois — s'en prenant à un des membres du cabinet fantôme néodémocrate. «M. Mulcair a choisi une équipe qui brandit la menace de dangereuses expérimentations économiques et qui croit que le Canada a besoin d'un fardeau fiscal plus lourd, de déficits plus élevés et de pertes d'emplois et de prospérité», est-il écrit.

Nathan Cullen a goûté à la médecine, tout comme Brian Masse, Charlie Angus, Peggy Nash, Irene Mathysen et Peter Julian. Leur crime?

Pour l'un, de vouloir limiter le développement des ressources naturelles; pour un autre, de faire la promotion d'un manufacturier automobile étatique. M^{me} Mathysen est une «activiste syndicale» qui a fait partie du gouvernement néodémocrate ontarien de Bob Rae, tandis que Peter Julian affiche des réticences envers les accords de libre-échange.

Le NPD se moque de ces attaques, d'autant plus qu'elles n'ont trouvé aucun écho jusqu'à présent. En outre, le parti note que les conservateurs ne s'en sont pas encore pris à Thomas Mulcair, sept semaines après son élection. «Ils ne savent pas quoi dire à propos de nous et notre objectif, c'est de ne pas leur donner de poignée.»

Le Devoir

La fenêtre



Les contradictions entre les sondages de CROP et de Léger Marketing sont devenues un véritable classique de la politique québécoise.

Les libéraux vous diront que Léger Marketing a toujours été une boîte séparatiste, tandis que les péquistes croient dur comme fer que CROP fait tout pour favoriser le PLQ, même si c'est maintenant le sondeur de la Coalition avenir Québec.

Les experts de ces honorables maisons trouveront sûrement de savantes explications au fait que le taux d'insatisfaction à l'endroit du gouvernement Charest demeure au niveau record de 76%, selon Léger Marketing, alors qu'il a chuté à 67% — une baisse de 6 points — selon CROP.

À y regarder de plus près, il est cependant clair que le gouvernement Charest a tiré le meilleur parti de la grève étudiante. Certes, 69% de ceux qui ont répondu au sondage de Léger Marketing estiment qu'il a mal géré la crise, mais cela semble une évidence après 12 semaines. Le plus important est que la grande majorité — 68% selon CROP — appuie sa position sur la hausse des droits de scolarité plus que celle des associations étudiantes.

Au total, la situation du PLQ s'est nettement améliorée depuis le début du conflit. Selon CROP, le parti a augmenté son avance sur le PQ de 2 à 6 points au cours du dernier mois; selon Léger Marketing, son retard a été réduit de 6 à 3 points. La tendance est donc favorable aux libéraux.

L'autre bonne nouvelle est que les deux maisons ont enregistré un rétrécissement de l'écart entre le PQ et la CAQ, ce qui risque d'accroître encore la division du vote francophone au profit du PLQ.

◆ ◆ ◆

Au cours des derniers jours, l'entourage du premier ministre Charest a fait de gros efforts pour calmer la frénésie électorale, mais il avait fait la même chose en 2008. Déclencher des élections en pleine crise serait peut-être «grotesque», mais un règlement dramatique qui permettrait de sauver la session *in extremis* ouvrirait une fenêtre bien tentante.

M. Charest avait le devoir de tout tenter pour trouver un compromis, mais la convocation d'une rencontre au sommet hier, quelques heures avant l'ouverture du conseil général du PLQ, donnait aussi l'impression qu'il n'avait pas renoncé définitivement à un scrutin printanier.

L'électorat craint par-dessus tout le désordre. Les manifestations à répétition, les vitrines fracassées, les injonctions non respectées génèrent une insécurité qui incite généralement la population à appuyer les autorités en place.

Cette insécurité risque cependant de disparaître rapidement avec les chaleurs apaisantes de l'été. La fenêtre pourrait donc se refermer brutalement pour ne plus se rouvrir. Ce qui amènerait bien des libéraux et M. Charest lui-même à se demander s'il est toujours l'homme de la situation.

Depuis des semaines, la grève étudiante a presque monopolisé l'espace médiatique, mais les raisons qui avaient fait dégringoler les libéraux dans les sondages n'ont pas disparu pour autant et la commission Charbonneau viendra bientôt les rappeler.

On peut également compter sur les partis d'opposition pour qu'on n'oublie pas les cocktails-bénéfice organisés par les firmes de génie-conseil ou le petit-déjeuner de Line Beauchamp auquel un caïd de la mafia avait été convié. Le PLQ aurait beau remporter des élections partielles dans Argenteuil et Lafontaine, l'automne demeure très incertain.

◆ ◆ ◆

Pour une fois, les projecteurs ne seront pas braqués sur le conseil national du PQ, qui risque d'être totalement éclipsé par le conseil général du PLQ. Les péquistes ne s'en plaindront pas, mais ce calme inhabituel n'est qu'à demi rassurant.

L'image de la «dame de béton» n'a pas résisté à la crise étudiante. Au cours des dernières semaines, M^{me} Marois a plutôt donné l'impression d'être faite en caoutchouc. L'ambiguïté de sa position sur la hausse des droits de scolarité, son hésitation à condamner clairement les manifestations de violence, son refus d'inviter les étudiants à retourner en classe ont ravivé le souvenir d'une époque pas si lointaine où elle n'arrivait pas à se brancher.

Entre une hausse des droits de scolarité et un véritable gel, sans parler de la gratuité complète préconisée par Québec solidaire, la chef du PQ a encore opté pour une position mi-chair, mi-poisson. Quelle impression restera: celle du béton ou celle du caoutchouc?

Pour le moment, le résultat est que François Legault, qui n'a pas hésité à afficher clairement son appui à la hausse des droits et son refus de reconnaître la CLASSE comme interlocuteur valable, est maintenant perçu comme aussi apte que M^{me} Marois à assumer les fonctions de premier ministre.

Les deux sondages d'hier placent toujours la CAQ en troisième place, mais elle devrait pouvoir profiter d'une éventuelle désaffection pour l'un ou l'autre des «vieux partis». Très rares sont les libéraux déçus qui décideraient de passer au PQ ou vice-versa. Dans les deux cas, la CAQ peut cependant offrir une solution de remplacement acceptable.

Le Devoir

mdavid@ledevoir.com

PRÉSIDENT

SUITE DE LA PAGE B 1

d'une véritable «révolution fiscale». Selon lui, le système fiscal français, qui exonère notamment de nombreux revenus du capital, est devenu dégressif et pèse donc plus sur les bas revenus que sur les hauts revenus. De plus, selon l'économiste, en France, les revenus du travail stagnent alors que ceux du patrimoine augmentent.

Cela n'empêche pas les deux candidats de demeurer vagues sur les réductions de budgets précises qu'ils feront une fois élus. François Hollande se distingue de Nicolas Sarkozy en refusant de s'engager sur un retour à l'équilibre dans le cas où les prévisions de croissance seraient beaucoup plus faibles que

prévu. Un engagement qu'a pris Nicolas Sarkozy, mais qui n'impressionne guère les économistes, qui se doutent bien que le président ne pourra pas lui non plus tenir ses promesses s'il n'y a pas au moins un peu de croissance. Nicolas Sarkozy n'avait-il pas inauguré son mandat en 2007 en demandant à l'Europe un report des objectifs français de réduction du déficit?

Il faut donc savoir gré à François Hollande d'avoir remis à l'ordre du jour français et européen l'objectif de la croissance. Comme l'écrit l'économiste de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève Charles Wyplosz, «aujourd'hui, en pleine récession, l'austérité est criminelle car source d'aggravation de la récession». Mais il ajoute aussitôt que, «sur le long terme, il faudra bien faire baisser la dette et donc pratiquer la discipline budgétaire».

Le candidat socialiste a aussi déclaré vou-

loir financer la dette grâce à l'épargne des Français. Un pays comme le Japon a beau être l'un des trois plus endettés du monde, son taux d'emprunt sur dix ans n'est que de 1%. Or le Japon ne fait appel qu'à des investisseurs nationaux et aux ménages japonais. L'idée tombe bien puisque la France a un des taux d'épargne parmi les plus élevés au monde (16,8%) et qu'il n'a jamais été aussi haut depuis 1983. L'Italie l'a bien compris, qui vient de lancer un grand emprunt en direction des particuliers afin de financer sa dette. On estime que, si la France faisait de même, elle pourrait facilement drainer 100 milliards d'euros.

Mais, le danger de cette solution intéressante, selon les économistes, c'est encore de reporter à plus tard la discipline budgétaire. On y revient toujours.

Le Devoir

ÉDITORIAL

SNC-LAVALIN

L'arrogance des puissants

Contrairement à l'impression qu'a pu laisser l'assemblée annuelle des actionnaires qui s'est tenue jeudi, à Toronto, SNC-Lavalin n'est pas sortie de l'auberge. Il est même très surprenant, voire irresponsable de la part de l'actionnariat majoritaire d'avoir renouvelé en bloc, sans discussion, le mandat de tous les membres du conseil d'administration qui ont pourtant leur part de responsabilité dans cette crise.



À la sortie de l'assemblée, jeudi, un actionnaire de SNC-Lavalin répondait au journaliste de Radio-Canada que la quête de sensationnalisme expliquait l'attention portée par les médias aux malheurs de l'entreprise. Voilà le genre de réaction typique d'une fraction malheureusement non négligeable du milieu financier pour qui soulever un scandale ne fait que nuire aux affaires.

C'est ce même raisonnement qui a conduit la haute direction de SNC-Lavalin à demander à son président, Pierre Duhaime, de quitter ses fonctions, les poches pleines des 5 millions d'une allocation prévue à son contrat, au lieu de le congédier purement et simplement. Et que dire de cette autre décision de mettre fin à l'enquête interne avant que toute la lumière ait été faite sur la disparition d'au moins 56 millions? Pourtant, comme le président par intérim, Ian Bourne, a lui-même laissé entendre, il ne serait pas surprenant d'apprendre tôt ou tard que les enquêtes policières sont parvenues à déterrer de nouveaux squelettes.



JEAN-ROBERT SANSSAÇON

Que sait-on à la direction de SNC que l'on ose rendre public? Va-t-on encore longtemps répéter que le versement de ces millions à des tiers pour décrocher des contrats était une pratique tout à fait marginale au sein de l'entreprise? Si même le président et chef des opérations était au courant, d'autres devaient aussi savoir.

Comme c'est presque toujours le cas lors de la grand-messe annuelle des sociétés publiques, quelques rares actionnaires ont osé affronter la direction de SNC-Lavalin, jeudi dernier. La Caisse de dépôt et placement, qui détient 6% des actions, s'est contentée de faire parvenir une lettre dans laquelle elle exprime son « malaise », alors que Stephen Jarilowsky, le président de Jarilowsky Fraser qui détient 14% de SNC, s'est montré plus incisif dans les jours qui ont précédé en accusant le conseil de ne pas avoir fait son travail. Alors, pourquoi avoir consenti au renouvellement en bloc des membres du conseil?

SNC-Lavalin n'est pas seulement une grande entreprise nationale. C'est aussi l'une des plus grandes firmes de génie au monde avec des activités dans une centaine de pays et un carnet de commandes de plus de 10 milliards. Si elle ne ressent pas encore les effets de ce scandale sur ses affaires, cela ne tardera pas puisque viendra un jour où ses clients, souvent des gouvernements, devront eux-mêmes répondre de leurs choix devant leurs citoyens. Sans oublier les concurrents qui ne manqueront pas de sortir ce joker de leur jeu! Et compte tenu de la place qu'occupe SNC sur la scène internationale, plusieurs sociétés canadiennes actives à l'étranger subiront à leur tour les contrecoups de ses déboires.

Cette semaine, la direction de SNC s'est voulue rassurante en affirmant que tous les moyens avaient été mis en œuvre pour corriger la situation. On voudrait le croire, mais compte tenu des nombreuses révélations entourant les méthodes utilisées par les grandes sociétés en quête de mandats gouvernementaux, il faudra plus qu'une déclaration pour s'en convaincre.

ÉLECTIONS À DATE FIXE

Pourquoi pas au Québec?

Le gouvernement Charest approchant de la fin de son mandat de quatre ans, des élections peuvent être déclenchées à tout moment. Chaque geste du premier ministre est désormais analysé sous cet angle. Ainsi, le Parti québécois et la Coalition avenir Québec ont vu dans la tenue d'une réunion du Conseil général du Parti libéral de ce week-end un indice certain de l'imminence d'un scrutin. La chose apparaissait d'autant plus vraisemblable que s'approfondissait de jour en jour l'impasse où se trouve le conflit opposant le gouvernement aux fédérations étudiantes.

Que fera Jean Charest? Il pourrait de fait prendre prétexte de ce conflit, si l'impasse persiste, pour déclencher des élections. Il pourrait, par contre, prolonger son mandat d'une autre année, puisque ce dernier est légalement de cinq ans. Ce qui est toutefois certain, c'est que tout ce que le gouvernement et l'opposition feront désormais aura une couleur électorale. Les uns et les autres se prêteront sans cesse des intentions, comme ce reproche fait au premier ministre d'avoir tenu la ligne dure face aux étudiants pour se faire du capital politique. Étant assuré

dès lors d'avoir le pire de la politique partisane, aussi bien souhaiter avoir des élections le plus tôt possible.

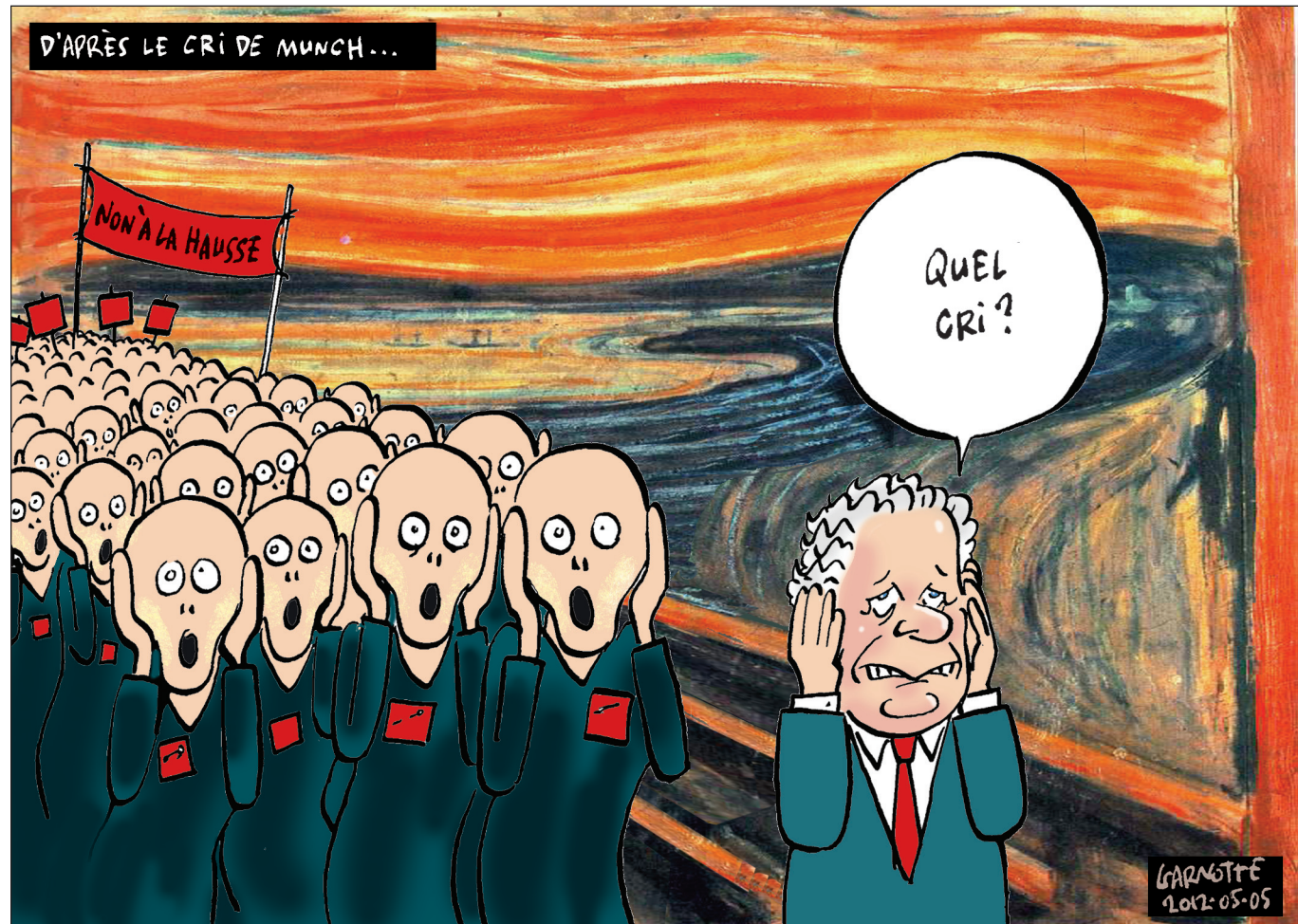
Ce serait bien différent si nous avions des élections à date fixe. Périodiquement, cette idée refait surface; hier, c'était la CAQ qui la mettait à son programme, mais sans qu'elle trouve jamais preneur. Les premiers ministres québécois, les péquistes comme les libéraux, n'ont jamais voulu se priver de l'avantage que leur confère le privilège de choisir la date des élections. Leur argument n'est pas aussi trivial. À leurs yeux, ce serait limiter le pouvoir d'un chef de gouvernement de faire appel au peuple pour dénouer des situations de crise.

Il faut leur opposer que l'effet véritable d'élections à date fixe serait de forcer un premier ministre à gouverner autrement. Lors d'une crise, force leur serait de tout faire pour la dénouer. Dans le cas de la grève des étudiants, les libéraux auraient été forcés sans doute de gérer différemment ce conflit, sachant qu'il n'y a pas de fuite en avant possible. Et ça fonctionne. Le gouvernement McGuinty en Ontario s'est ainsi rendu au terme de son mandat de quatre ans sans problème. Le fait de ne pas avoir le privilège de choisir la date du scrutin ne l'a pas empêché de se faire réélire. Pourquoi ce qui est bon ailleurs ne le serait-il pas au Québec?

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

Droits de scolarité et taux de fréquentation

Depuis le début de la grève étudiante, plusieurs affirment que les Québécois sont moins nombreux que certains de leurs compères canadiens (en particulier ceux de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse) à fréquenter l'université malgré les plus faibles droits de scolarité universitaire au Québec. Mais cette affirmation est trompeuse, tel que le démontre une récente étude de l'IRIS.

Bien que le taux de fréquentation universitaire en Ontario et en Nouvelle-Écosse soit supérieur au taux de fréquentation au Québec, cette différence s'explique par l'existence et la quasi-gratuité du cégep au Québec. Plusieurs Québécois choisissent en effet d'obtenir un diplôme professionnel plutôt que d'aller à l'université, ce qui n'est pas possible ailleurs au Canada. Par ailleurs, la plupart des baccalauréats dans les autres provinces durent quatre ans au lieu de trois ans c'est le cas au Québec, ce qui gonfle artificiellement le taux de fréquentation universitaire hors Québec.

Veronica Ponce
 Montréal, le 3 mai 2012

De la poudre aux yeux?

Le gouvernement du Québec a rendu public le 3 mai sa nouvelle politique « Vieillir et vivre ensemble ». La lecture attentive des 200 pages du document laisse l'impression d'un catalogue de projets en cours, agrémenté d'un festival de lieux communs et de vœux pieux. En résumé, continuons notre bon travail.

Ce n'est pas dans ce document que les aînés trouveront les réponses aux questions concrètes qui les taraudent: le gouvernement mettra-t-il fin à la fermeture de lits en CHSLD et en créera-t-il plutôt de nouveaux? Le gouvernement mettra-t-il un terme à sa politique de privatisation des services (comme la création de ressources intermédiaires, des établissements qui sont gérés par le secteur privé) où la frugalité des salaires entraîne des conditions défavorables à la qualité des services? Le gouvernement investira-t-il réellement des sommes nouvelles dans les services à domicile publics ou s'il se contentera, comme maintenant, de faire des annonces répétitives sans mise en œuvre réelle sur le terrain?

Le document est plombé au départ par le manque de crédibilité du gouvernement.

On y constate un saupoudrage de mesures diversifiées pour satisfaire des clientèles spécifiques qui ne seront finalement pas dupes. Et la ministre Marguerite Blais de continuer à sourire, caution gentille d'un gouvernement complètement dépassé par la conjoncture.

Jacques Fournier
 Montréal, le 4 mai 2012

Carré blanc

Carré rouge d'un côté, carré vert de l'autre... Ne serait-il pas temps de sortir le carré blanc? Un carré qui symboliserait la nécessité de faire une pause dans cette agitation qui n'en finit plus. Le temps, surtout, d'avoir une « discussion nationale » sereine sur le rôle et la place que nous voulons faire à l'éducation post-secondaire au Québec. Une discussion qui, à la base, mettrait l'accent sur les valeurs (investissement personnel ou d'une société?). À partir de là, on pourrait plus facilement s'orienter vers un « modèle d'affaires ».

Éric Alvarez
 Québec, le 4 mai 2012

REVUE DE PRESSE

Un anniversaire mi-amer

MANON CORNELLIER

Le gouvernement Harper a célébré cette semaine le premier anniversaire de son mandat majoritaire. Les bilans se sont multipliés, allant du plus positif au plus sévère. Sur le site de nouvelles iPolitics, Lawrence Martin note que les commentateurs n'arrivent pas à s'entendre. Harper est-il un conservateur modéré ou un homme en train de transformer le Canada? Prises une à une, la plupart de ses décisions ne laissent entrevoir aucun changement dramatique, convient Martin. Il se range cependant derrière ceux qui disent que, « prises ensemble, les initiatives de Harper ont, au fil du temps, une profondeur et un souffle qui redessinent les contours du pays ».

Examinant la chose sous l'angle des politiques et de l'éthique, Martin écrit: « En matière de politiques, ce premier ministre — un cauchemar pour les progressistes — est un joueur astucieux, doté d'une détermination en béton et qui sait comment marquer des points. En matière d'éthique et de moralité, et cela est bien documenté, il déshonore le processus démocratique. Ses méthodes matraques pourraient bien finir par le mener à sa perte et à celle de son parti. Bien qu'il manque totalement de scrupule en matière de processus, il sait quand ne pas pousser trop loin en matière de politiques. Il modère les compressions, répudie ceux qui veulent rouvrir le débat sur l'avortement, modifie son approche à l'égard de la Chine, se range derrière ceux qui s'opposent à la prise de contrôle étrangère du secteur de la potasse. Mais le bilan résonne. Le but d'un chef conservateur est de rendre ce pays plus conservateur. À cette aune, qui peut nier le succès de Harper? » Justice, défense, environnement, politique

étrangère, fiscalité, immigration, patriotisme, relations fédérales-provinciales, Martin fait le décompte pour finir en rappelant que ce n'est pas fini.

Andrew Coyne, de Postmedia News, note lui aussi les jugements disparates, mais il croit que cela arrange le gouvernement. Ce dernier ne veut pas qu'on pense qu'il suit un grand plan. À cet égard, il fait preuve de continuité, même si la direction s'est affermie avec l'obtention d'une majorité, dit Coyne. « Tout est furtif et indirect, surprise et ambiguïté, comme avant. Les grands changements, quand il y en a, sont faits soudainement, nonchalamment, sans avertissement ni justification, comme s'ils étaient sans importance: enterrés dans un projet de loi omnibus, débattés en comité, dévoilés en fin de période des questions, largués sur la table d'une conférence des premiers ministres provinciaux. Le plus près d'un énoncé de vision est venu lorsque le premier ministre a jonglé de façon quasi indéchiffrable sur la nécessité de réformer les pensions, et ce, depuis les Alpes suisses. »

Quel Parlement?

Même si des changements importants ont lieu, ils échappent souvent à l'attention du public. « Ce gouvernement est peut-être majoritaire, mais il agit encore comme s'il était minoritaire; sauf que ce n'est plus l'opposition qu'il tente de déjouer, mais le public », poursuit Coyne, cinglant. Il rappelle que, par le passé, les gouvernements présentaient des livres verts ou blancs pour lancer les discussions, mais ce gouvernement, dit-il, « n'a que faire de gagner les cœurs et les esprits. Sa stratégie est de mener une série de raids rapides, de neutraliser l'opposition et de couper les vivres aux groupes de la société civile plutôt que de tenter de rallier le public derrière lui ». Coyne

prévoit que le public risque toutefois de devenir moins indulgent envers ce gouvernement quand il se rendra compte qu'on se moque de lui. Pour sa part, il est tout simplement furieux depuis le dépôt du projet de loi budgétaire, qu'il a dénoncé dans un texte féroce. Il a d'ailleurs été le premier chroniqueur canadien-anglais à s'indigner de son caractère omnibus, à y voir un abus du processus parlementaire et une confirmation de la perte de pouvoir des élus.

John Ivison, du *National Post*, note que Harper décriait, à une autre époque, le recours à des projets de loi omnibus, y voyant un geste contraire aux conventions et aux traditions parlementaires. Il n'en a que faire aujourd'hui, au point même de limiter le débat sur le projet de loi budgétaire et, du coup, la capacité des députés de demander des comptes et de l'étudier correctement. « On se demande: à quoi sert le Parlement? Tant qu'à y être, pourquoi pas un seul projet de loi, une fois par année, que les députés pourraient examiner en vitesse avant de retourner dans leurs circonscriptions pour assister aux cérémonies d'ouverture de supermarchés et aux barbecues du club Rotary? » Ivison veut bien croire que plusieurs des changements insérés dans ce projet de loi sont les bienvenus, mais rien ne justifie le procédé. Ils devraient être présentés séparément pour permettre aux députés et aux comités appropriés de les étudier. « Comme M. Harper l'a déjà dit: "Dans l'intérêt de la démocratie, je demande comment les députés peuvent représenter leurs commettants dans ces nombreux dossiers quand ils sont forcés de voter en bloc pour une loi semblable?" Dommage qu'il ait changé de chanson depuis qu'il a été élu à la plus haute fonction au pays. »

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES



REUTERS

Il faut donner aux aînés en perte d'autonomie un véritable choix d'obtenir des services à la maison avec un financement public.

VIEILLIR ET VIVRE ENSEMBLE

Trop peu trop tard

RÉJEAN HÉBERT

Gériatre et professeur titulaire à la Faculté de médecine et des sciences de la santé de l'Université de Sherbrooke et candidat du PQ dans Saint-François

Le gouvernement libéral vient de lancer sa politique Vieillir et vivre ensemble. À titre de coprésident de la Consultation publique sur les conditions de vie des aînés en 2007, j'avais réclamé l'élaboration d'une politique sur les aînés et le vieillissement. Plusieurs années plus tard, le gouvernement s'exécute en fin de mandat et à la veille d'une élection générale. Force est de constater que le résultat est décevant.

Cette « politique » ressemble beaucoup plus à un catalogue des actions gouvernementales déjà engagées présentées sous un enrobage accrocheur. Outre quelques nouveaux programmes à peine esquissés, la « politique » énumère des programmes déjà implantés ou des actions qui seront relancées après avoir stagné faute de financement. On nous promet encore une fois l'injection d'argent sur une planification de cinq ans où l'essentiel des engagements se retrouve en fin de période budgétaire. En outre, les investissements, présentés de façon astucieuse en les cumulant sur cinq ans, ont pour la plupart déjà été annoncés.

Manque de vision

Le principal défaut de cette « politique » est le manque de vision et d'intégration des actions. Une vraie politique doit être tournée vers l'avenir et présenter un plan gouvernemental intégré. Rien de cela dans cette « politique », qui ressemble plus à une courtepoinette qu'au panorama attendu pour faire face aux défis du vieillissement de la population. Il y en a pour tout et pour tous.

Au chapitre des soins et services aux personnes en perte d'autonomie, on dit prioriser les soins à domicile alors que les investissements en ce domaine ont été insuffisants pour assurer des services de qualité (*dixit*

la Protectrice du citoyen).

On nous promet encore des investissements qui, s'ils se réalisent, devraient porter ce poste budgétaire à un maigre 3% de l'enveloppe de la santé et des services sociaux. Et ici, pas d'argent neuf puisque ces sommes proviennent de l'augmentation annuelle de 5% du budget de la santé déjà annoncé et de l'inéquitable cotisation santé.

Structure du financement

Dans un même élan, on continue à investir dans la solution institutionnelle qui restera à terme largement prédominante. Prioriser vraiment les soins à domicile, c'est non seulement investir massivement dans ce secteur, mais aussi et surtout modifier la structure du financement pour donner aux aînés en perte d'autonomie un véritable choix d'obtenir des services à la maison avec un financement public.

Il serait sans doute préférable d'implanter au Québec une assurance autonomie publique dotée d'une caisse spécifique, comme l'ont fait avec succès de nombreux pays européens et asiatiques.

La « politique » est presque muette sur la question cruciale de la formation des travailleurs et professionnels œuvrant auprès des personnes âgées vulnérables. Il est urgent de définir les compétences des personnes assurant les soins et services aux aînés et de former le personnel de nos établissements. Le saccage des budgets de formation au cours des dernières années a creusé un écart inquiétant entre les bonnes pratiques reconnues et la compétence du personnel. La formation est un élément essentiel, non seulement pour assurer la qualité des services, mais aussi pour attirer et retenir le personnel dans ce secteur d'activités en forte croissance.

Un système à deux vitesses

Rien non plus pour corriger l'iniquité flagrante causée par le développement anarchique des résidences privées d'hébergement.

Ces résidences accueillent sans évaluation préalable des personnes âgées en perte d'autonomie et leur dispensent des services sans critères, sans normes tarifaires et sans contrôle de qualité. Des services qui, selon la politique précédente, « Chez soi, le premier choix », devraient être couverts par les soins à domicile du réseau public. On consacre plutôt le stragème du crédit d'impôt pour maintien à domicile qui finance avec les deniers publics et par la bande les résidences privées sans critères ni contrôle. On est ici dans un système à deux vitesses où les plus fortunés payent le gros prix pour des services alors que les autres doivent se contenter de soins à domicile insuffisants en attendant la solution inéluctable, l'entrée en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

Rien dans cette « politique » pour contrer la pauvreté des femmes âgées qui, même avec le supplément de revenu garanti, doivent « vieillir et vivre ensemble » sous le seuil de la pauvreté. Quand on sait que le revenu conditionne l'alimentation, la participation sociale et la santé, on voit que les efforts de la « politique » pour améliorer l'intégration et la nutrition des aînés resteront sans doute vains.

Insuffisance et incohérence

Pour les proches aidantes, qui assument la majorité des soins et réclament surtout des services en quantité suffisante, on n'offre que de maigres programmes de répit. Pas de congé de compassion pour qu'elles puissent au moins se consacrer à leur proche sans perdre leur emploi. On estime que l'exode des femmes du marché du travail pour assumer un rôle de proche aidante coûte annuellement près de 100 millions de dollars au trésor public.

Une telle politique était-elle nécessaire pour présenter l'insuffisance et l'incohérence des actions du gouvernement envers les aînés? Après le Plan Nord, le gouvernement nous sert maintenant son Plan de l'Âge d'or. Espérons que les citoyens de tous les âges ne seront pas dupes.

Le psychologue, le policier et le briqueteur

ISABELLE GASCON

Mère de sept enfants, Trois-Rivières

Deux contribuables amoureux — est-ce possible! — allaient devenir parents. Et la fortune leur sourit car, d'un coup, ils n'eurent ni un ni deux, mais bien trois enfants!

Les géniteurs, pleins de bonté, accueillirent ces triplets ravissants, quoique bien différents.

Prêtant serment de les éduquer, chacun selon son tempérament, ils les baptisèrent Pierre, Jacques et Jean.

Bon... L'heure est grave — et le talent absent!

Au diable les rimes: allons droit aux idées! S'ils avaient existé, les vers suivants auraient parlé de Pierre, garçon serviable et habile de ses mains, mais à ses études peu enclin. Et lorsque Pierre, à 16 ans, annonça à ses parents qu'il souhaitait se faire briqueteur, ces derniers auraient répondu en chœur: «*Voilà un métier honnête qui sied bien à ta personnalité, et par lequel, on le souhaite, tu contribueras à la société. Sois briqueteur et sois-en un bon: toujours nous te soutiendrons!*»

Ici, j'eus placé quelques statistiques — pas très poétiques! Diplôme d'études professionnelles (DEP): 1 an; entrée sur le marché du travail: 18 ans; salaire au début: 35 000\$; sa-

laire à terme: 72 000\$. Et j'aurais conclu la section sur Pierre à peu près comme suit: «*Bien qu'ayant automobile et cellulaire, et buvant même parfois de la bière, sa formation, les contribuables payeront, conscients que, sans briqueteurs et gens de métier, une société ne saurait se développer.*»

Puis, j'aurais suivi la même sente pour vous parler de Jacques, jeune homme vif et décidé qui, au sortir du secondaire, annonça qu'il souhaitait devenir policier.

Alors, ses parents auraient repris leur petite ritournelle — la répétition a quelque chose de charmant: «*Voilà un métier honnête qui sied bien à ta personnalité, et par lequel, on le souhaite, tu contribueras à la société. Sois policier et sois-en un bon: toujours nous te soutiendrons!*»

Puis, bla, bla, les statistiques. Diplôme d'études collégiales (DEC): 3 ans; début d'emploi: 20 ans et, pour le salaire... l'équivalent de celui de Pierre!

Subtilement, j'aurais martelé encore: «*Bien qu'ayant automobile et cellulaire, sa formation, les contribuables payeront, conscients que, sans policiers et autres techniciens, une société risque ses lendemains.*»

Commencez-vous à me voir venir?

Finalement, j'aurais parlé de Jean, jeune homme intellectuel, chercheur de sens profond, qui passait des heures à faire ses leçons.

Anticipant les sacrifices qu'il imposerait à ses parents, c'est honteusement qu'il leur avoua vouloir devenir psychologue.

Ses parents, justes et aimants, réitérèrent: «*Voilà un métier honnête qui sied bien à ta personnalité, et par lequel, on le souhaite, tu contribueras à la société. Sois psychologue et sois-en un bon: toujours nous te soutiendrons!*» Les parents sont souvent naïfs, vous savez?

Puis: neuf années d'études postsecondaires à la ville; premier emploi à 26 ans; parents un peu fauchés et, pour lui, dette de plusieurs milliers de dollars, pour aboutir à un salaire... tout à fait semblable à celui de ses frères!

Etrangement, pour Jean, je ne pourrais ajouter: «*Bien qu'ayant automobile et cellulaire...*» parce que, pour ce bouc universitaire, ce p'tit gâté, les citoyens en ont maintenant ras le bol de tout payer!

Alors, à l'intention de ces contribuables sans amour, j'aurais glissé une stance acerbe sur l'aveuglement d'un peuple pas même capable de se rendre compte que, sans ses universitaires, une société court aussi à la misère.

Finalement, dégoûtée, j'aurais conclu cette fable avec une morale du genre:

«*Ou bedon, bons parents, ne faites pas aimer l'école à vos enfants;*

«*Ou bedon, bonne gens, élisez un gouvernement aimant.*»

Voilà!

Fin de partie



DENISE BOMBARDIER

Le romantisme qui a enivré une partie de la jeunesse faisant de la rue ses espoirs, sa colère et son terrain de jeu politique, n'a pas survécu au désordre social. Ne nous étonnons pas que les Québécois, dont on ne répètera jamais assez que, s'ils flirtent volontiers avec une forme larvée de gauchisme, ils retrouvent toujours leur réflexe centriste quand ils voient poindre à l'horizon un vent d'anarchie, offrent 67% d'appuis au gouvernement sur la question des droits de scolarité. L'opinion publique s'est d'abord laissé porter par ces défilés de centaines de milliers de jeunes, souriant, chantant, émus par la découverte de leur solidarité nouvelle. Leurs vingt ans faisaient envie à ceux qui ne les avaient plus et qui se grisaient à leurs côtés dans un désir fou de retourner en arrière dans ces combats qui avaient été les leurs au même âge. Dans ce premier stade de la crise, on oublait volontiers que le gouvernement avait déjà l'appui d'une partie importante de la population qui n'a jamais perçu le dégel des droits de scolarité comme une mesure socialement injuste.

Les semaines ont passé, les ténors étudiants se sont imposés, chouchous des médias parce que beaux, intransigeants, éloquentes, sans nuances. Ils ont imposé leur loi et cristallisé les frustrations, pour ne pas dire la haine de tous ceux qui honnissent le gouvernement. Toutes les oppositions y ont trouvé leur compte. Enfin, la défiance envers l'autorité politique pouvait occuper l'avant-scène et peu à peu toute la scène. Les silencieux, parmi lesquels une majorité d'étudiants en classe et ceux qui appuyaient la mesure sans par ailleurs accorder leur confiance au gouvernement, n'existaient plus.

Il a fallu des casseurs, une radicalisation des positions chez les protestataires pour que le débat reprenne. Sur les exigences de la minorité étudiante agissante, sur le refus de la ministre de l'Éducation de négocier le dégel, sur les enjeux élargis de cette implosion sociale et sur les défiances ouvertes à l'égard de la loi. Les dernières semaines ont charrié des rebuts anarchiques et ont donné à penser que le Québec tout entier devenait spectateur d'un drame appréhendé.

Or la patience est le propre du caractère québécois. De même qu'une tolérance qui se résume par donner sa chance au coureur. Mais devant le déchaînement d'opinions outrancières, appelant à la désobéissance civile, au non-respect des injonctions, ce qui a obligé le juge en chef de la Cour supérieure à alerter publiquement les autorités politiques, devant aussi le jeu des syndicats prompts à instrumentaliser les jeunes au profit d'intérêts corporatistes, devant, enfin, la démagogie de l'opposition officielle se parant du carré rouge, les yeux fixés sur l'élection inévitable, les citoyens «ordinaires» ont parlé. Le sondage paru hier dans *La Presse* est éloquent et ne peut cette fois être balayé de la main par aucun des protagonistes.

La crise est désormais en mode de désamorçage, mais le gouvernement, fort de l'appui populaire, a la responsabilité de cette sortie de crise. Le premier ministre Charest a le devoir de pacifier le climat, ce qui n'est pas évident car les irréductibles auront la tentation de maintenir la tension et de pratiquer la politique de la terre brûlée. À ce jour, il n'y a pas eu de mort d'homme. La période qui s'annonce n'est pas exempte de dangers. D'abord, d'affrontements entre émeutiers enragés et policiers épuisés. À l'intérieur des établissements, danger de représailles des carrés rouges contre des carrés verts, professeurs ou étudiants.

Personne ne sort indemne de ce psychodrame collectif où la raison fut si malmenée et qui a révélé la face cachée de trop d'acteurs impliqués. Du gouvernement d'abord, qui aurait pu et dû intervenir plus rapidement. Non pas en cédant sur ce gel des droits, mais en déposant plus tôt la proposition qui est aujourd'hui sur la table. L'opinion publique déjà favorable au dégel aurait pesé de son poids sur le mouvement de grève et l'on se serait épargné ces trop nombreuses semaines prérévolutionnaires. L'opposition péquiste, elle, qui a fait preuve de démagogie en proposant un moratoire, le paie d'une baisse de quatre points dans les intentions de vote. M^{me} Marois n'ignore rien des contraintes budgétaires qui rendent ce dégel nécessaire. Son racolage du vote des étudiants n'est pas à son honneur.

Et que penser de tous ces professeurs qui ignorent ce principe sacré du devoir de réserve et qui se sont engagés dans le camp des contestataires, délaissant leurs autres étudiants qui ont choisi de continuer à étudier? Un maître, comme l'enseignait Socrate, doit «*accoucher les esprits*» et non se placer dans une posture idéologique discriminatoire pour une partie de ses élèves. Et que penser aussi des médias qui, perdant ce qui leur reste de distance critique, ont servi d'amplificateur au désordre social et propulsé avec complaisance en stars du prolétariat moderne de jeunes gens portés par leurs convictions et sans doute inquiets secrètement du possible dérapage d'un mouvement d'une telle ampleur?

Enfin, lorsque les étudiants auront quitté la rue, il faudra faire l'autopsie de cette crise singulière en gardant en tête une seule chose: le malaise des jeunes à vivre dans la société qu'on leur a transmise et qu'au cours des ans nous avons plombée avec nos droits acquis. Au fait, quels sont les profs militants qui ont offert une obole de leurs salaires encaissés alors qu'ils étaient sur les barricades avec les jeunes?

SCIENCES

La démocratie n'est pas une invention humaine

Le vote démocratique qui s'exprimera demain en France et au cours de la prochaine année au Québec n'est pas l'apanage des sociétés occidentales, ni même celui de l'humain. Une éthologue française a découvert qu'une espèce de macaque respecte le vote de la majorité dans ses prises de décision.

PAULINE GRAVEL

C'est en comparant le comportement de deux espèces différentes de macaque que l'éthologue Odile Petit a mis en évidence la démarche démocratique qu'adoptent les macaques de Tonkean — des primates originaires de l'île de Sulawesi en Indonésie — lorsque vient le moment de décider de la direction à privilégier pour un déplacement collectif vers une nouvelle source de nourriture, par exemple. «*Les intentions et les motivations de tous les membres du groupe sont prises en compte afin d'arriver à une décision par consensus qui tentera de bénéficier à tous*», précise celle qui est directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) à l'Institut pluridisciplinaire Hubert Curien de Strasbourg en France.

Dans les sociétés très hiérarchisées, comme celle des macaques rhésus, les décisions sont prises par quelques individus dominants qui imposent leurs vues aux autres, qui acceptent de les suivre docilement. «*Dans ces sociétés despotiques, l'individu dominant a des relations et des interactions avec beaucoup d'individus du groupe, tandis que les autres individus ont peu de relations entre eux; du coup, c'est lui qui entraîne le groupe par son statut social et ses relations*», explique la chercheuse.

Dans les sociétés tolérantes et égalitaires de macaques de Tonkean, il en est tout autrement. N'importe quel membre du groupe, y compris les jeunes, peut décider un départ, et le suivront autant les amis que les membres de la parenté. «*Même s'il s'agit d'un individu dominant qui esquisse un départ, il ne sera qu'un catalyseur d'un long processus décisionnel, souligne l'éthologue. Par contre, chez les rhésus, les dominés et les jeunes n'osent jamais une telle initiative, car ils savent qu'ils ne seront pas suivis.*»

De plus, les macaques de Tonkean ne restent pas confinés à leur clan familial, comme les rhésus, et leur réseau social est beaucoup plus étendu. «*On est amis avec tout le monde, souligne M^{me} Petit. Ce qui fait que, quand le macaque de Tonkean voit un conflit se développer devant lui, il est lié aux deux partis. S'il prend pour l'un, il abîmera sa relation avec l'autre. Il a donc inventé l'intervention pacifique parce que c'était le seul moyen de protéger toutes ses relations. De plus, ce comportement permet d'apaiser beaucoup plus vite les conflits, qui autrement risquent de s'envenimer et de perturber l'équilibre du groupe social. Or on observe quatre interventions pacifiques par jour chez le Tonkean pour une par année chez le rhésus.*»

Chez les rhésus, le dominant qui s'apprête à partir n'a pas besoin de «*faire des signaux pour être suivi parce que, comme il est central, tout le monde regarde ce qu'il fait. Par contre, un individu lambda dans un groupe égalitaire de macaques de Tonkean est obligé de manifester son intention de partir parce que personne ne fait particulièrement attention à lui*», étant donné que chaque individu du groupe a sensiblement la même importance. L'instigateur s'active alors à recruter des appuis. «*L'animal avance de quelques mètres (moins de cinq mètres), s'arrête, regarde derrière lui, puis avance à nouveau d'un mètre, avant de s'arrêter et de se tourner pour voir derrière. Ces coups d'œil servent à surveiller combien il y a d'individus qui suivent. Parce que les animaux n'ont pas envie de se déplacer seuls, ils expriment leur intention de se déplacer, ce qu'on appelle des votes. Ils surveillent toujours qui suit, et si jamais personne ne suit, les*



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

L'éthologue Odile Petit est directrice de recherche au CNRS.

individus renoncent à partir et reviennent dans le groupe, décrit M^{me} Petit. Chez les macaques de Tonkean, le leader est totalement dépendant de la réponse des suiveurs. Sa motivation à partir a besoin d'être renforcée par les individus qui le suivent. C'est en cela qu'il est démocratique.»

Chez les espèces très égalitaires, le processus de décision est donc plus long et plus complexe que chez les espèces hiérarchisées, «*parce que quand on est lié à beaucoup d'individus dans le groupe, il faut qu'on évalue l'opinion de toutes ses relations avant de prendre sa décision*», il faut qu'on négocie, qu'on se mette d'accord avant le départ. On évalue qui est parti, combien il en reste, avant de prendre la décision et de basculer dans un processus plus automatique, où c'est le mimétisme qui prend le dessus. «*Car il y a toujours un moment où on passe à une phase automatique, et ce, quelle que soit l'espèce, y compris chez l'humain, sinon on reste en rade*», précise l'éthologue.

Tandis que certains individus expriment leur intention de se déplacer dans une direction, et d'autres dans une direction différente, «*il suffit qu'il y ait une différence d'un individu entre les deux directions pour qu'on suive la direction choisie par le plus grand nombre d'individus*». Et si vous avez le même nombre d'individus à gauche et à droite, alors le leader qui va décider de partir se base sur le nombre de gestes. Encore une fois, une différence d'un geste suffit pour déterminer la direction à prendre.

Avec tout ce ballet de manifestations et de négociations, il y a plus de chances que la décision prise soit meilleure que quand il s'agit d'un choix despotique. «*Car comme la décision est prise par un plus grand nombre d'individus qui chacun a une connaissance de son environnement, si on fait la moyenne de toutes ces informations, on a plus de chances de faire un choix exact que si l'information n'est partagée que par un ou quelques individus tout au plus*», explique la chercheuse. Toutefois, dans une espèce despotique, comme il y a moins d'individus, voire un seul sur lequel repose la décision, la prise de celle-ci est plus rapide.

Quand on fait remarquer à Odile Petit que le style social des macaques de Tonkean est celui qui semble se rapprocher le plus de nos démocraties, elle nous réplique tout de go qu'«*il y a quelques cas flagrants dans l'histoire européenne qui font penser que l'humain se rapproche plus du macaque rhésus que du macaque de Tonkean! Mais bien évidemment, toutes les interventions pacifiques, telles que les résolutions de conflit, les négociations, les phénomènes de coopération et de réconciliation observés chez le macaque de Tonkean, en font une espèce qui est extrêmement proche de l'homme*».

Le Devoir

La passion de l'éthologue Odile Petit

En l'écoutant décrire avec enthousiasme ses longues heures d'observation, on sent tout de suite son grand attachement pour les générations de singes qu'elle a épiaées avec respect depuis plus de vingt ans. On reconnaît tout de suite en Odile Petit toute la passion des Diane Fossey et Jane Goodall et on comprend l'importance des qualités féminines, telles que la patience et l'intuition, pour réussir ce type de recherche. «*Les hommes sont souvent trop brusques et veulent aller vite. Ils n'arrivent pas à sentir les intentions des animaux. On a parfois l'impression qu'ils sont en compétition avec les primates, ce qui fait que souvent les mâles dominants sur le terrain peuvent être très agressifs envers les observateurs masculins*», affirme l'éthologue

Odile Petit, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Les macaques qu'Odile Petit a observés vivaient par groupes de 11 à 35 individus en semi-liberté dans des parcs d'un hectare (100 mètres par 100 mètres) riches en végétation. «*Les conditions environnementales mimaient suffisamment les conditions naturelles pour que le comportement ne soit pas modifié. De toute façon, le comportement est le résultat de millions d'années d'évolution, ce ne sont pas dix ans de semi-liberté qui vont modifier le comportement social. Ça pourrait augmenter la fréquence des interactions sociales, mais ça ne modifiera fondamentalement pas la nature des interactions*», précise M^{me} Petit.



ARIANNA DE MARCO

Dans les sociétés très hiérarchisées, comme celle des macaques rhésus, les décisions sont prises par quelques individus dominants qui imposent leurs vues aux autres, qui acceptent de les suivre docilement.



ODILE PETIT

Dans les sociétés tolérantes et égalitaires de macaques de Tonkean, n'importe quel membre du groupe, y compris les jeunes, peut décider un départ, et le suivront autant les amis que les membres de la parenté.